

A C B

La lettre

Association de Culture Berbère Paris

Avril / Mai 2024

16 AVRIL – 11 MAI 2024

LE PRINTEMPS DES LIBERTÉS

Le mardi 16 avril 2024, l'ACB-Paris a donné le coup d'envoi de la première édition du Printemps des libertés.

Le Printemps des libertés est né d'une idée : mettre au cœur des commémorations des Printemps berbères, d'avril 80 et d'avril 2001, les aspirations et les luttes des peuples qui ne réclament rien d'autres, décidément, que le droit de vivre libres et heureux.

Liberté se dit *tilleli* en berbère. Il se dit *Svoboda* en ukrainien ; *azadi* en kurde ou en persan ; *houriya* en arabe, *azatut'yun* en arménien, *hɔɔɔɔɔɔ* en bambara... sa déclinaison pourrait emprunter la route des alévis, des rohingyas, des ouïghours, mais aussi celui des femmes, des libres penseurs, des persécutés... Partout, il est question de libertés : liberté culturelle, démocratique, individuelle, des femmes, liberté de vivre dans la dignité et le bien-être - incluant désormais le droit à une justice environnementale.

« Je suis un être humain : rien de ce qui est humain ne m'est étranger » écrivait déjà un berbère romanisé du IIIe siècle avant JC. Le poète Térence incitait à la responsabilité, à l'engagement et la solidarité. Nous y sommes ! Dans le brouillard des incertitudes (migratoires, environnementales, démocratiques, guerrières...) perce comme un rêve : l'avenir sera nécessairement solidaire et c'est ensemble qu'il faudra écrire comment habiter un « monde commun ». « Rêve » se dit « *targit* » en kabyle, « *Targit* » l'une des plus belles chansons interprétées par Idir¹.

Les contours de ce monde commun se forment dans l'œuvre des artistes. Déjà, les mobilisations citoyennes, pacifiques, démocratiques et bien sûr culturelles du Printemps berbère et du Printemps noir, étaient comme portées, pensées, mises en mots et en musiques par ceux que Katedeb Yacine appelait « les maquisards de la chanson ». L'art ne cessera jamais de féconder les imaginaires et d'ouvrir le chemin des possibles. Pour la génération



d'avril 80, la culture constitue le fondement de toute évolution démocratique, une « lumière d'horizon » comme l'a écrit l'une des figures du mouvement. En Algérie, et ailleurs dans la région, ailleurs dans le monde. En France aussi, où la culture, dans sa diversité, est l'antidote à l'enfermement et aux exclusions.

Rendez-vous culturel et artistique, le Printemps des libertés veut aider à faire société, et à faire société autrement. La liberté se construit avec l'Autre, dans la relation et la résonance. L'être libre est celui qui ne se détourne pas de la responsabilité du monde dans lequel il habite : plutôt que de n'obéir qu'à lui-même, il a le souci de relier et d'arpenter les pentes d'un chemin de savoir et de culture. C'est très exactement ce que chantait Idir dans *Tiyri bbwegdud*, sur des paroles du poète Ben Mohamed.

En 1980, répondant à une vilénie d'un journaliste aux ordres, l'écrivain et anthropologue Mouloud Mammeri rappelait

L'entretien fleuve
d'Ameziane Kezzar

Se libérer
des obsessions identitaires

(P.3)

que la culture berbère est « une des “composantes” de la culture algérienne, elle contribue à l'enrichir, à la diversifier, et à ce titre je tiens (comme vous devriez le faire avec moi) non seulement à la maintenir, mais à la développer. »

Aider à « maintenir » la culture berbère telle est l'ambition du Printemps des libertés : faire découvrir des peuples, des patrimoines artistiques, des usages et des valeurs méconnus ou ignorés. Quand ils ne sont pas menacés. La culture berbère est l'un des plus vieux patrimoines de la Méditerranée, un patrimoine transfrontière, nord-africain qui unit les peuples par-delà les divisions nationales savamment entretenues. Ce Printemps des libertés sera comme un voyage en terre berbère ou amazighe, à travers musiques, chants, danses, œuvres littéraires, cinématographiques, théâtrales.

Il faudra aussi contribuer à « développer » cette culture. A une démarche patrimoniale, nécessaire mais parfois répétitive ou folklorisante, il s'agit aussi d'en traduire le souffle, la modernité, la créativité, ici et maintenant. Quarante-quatre ans après les mots de Mouloud Mammeri, Syqlone, jeune artiste amazighe franco-marocaine, déclare que « l'enjeu majeur c'est d'imaginer un futur avec ces cultures amazighes », avant d'affirmer qu'« Amazigh, c'est une idée politique. C'est une idée de liberté² ». Comme un printemps toujours recommencé.

1- Sur des paroles d'Ameziane Kezzar, enregistrée en 2013 dans l'album *Adrar inu*, elle résonne comme un lointain écho à *Tiyri bbwegdud* (*L'Appel du peuple*), chanson écrite par Ben Mohamed et enregistrée en 1976 dans le premier et fameux album *A vava inu va* : « Tout peuple a besoin de liberté / Toute liberté a besoin de respect / Tout respect a besoin d'union / Toute union a besoin d'intelligence ».

2- Voir le documentaire « Ne les appelez pas “berbères” : Les femmes qui réinventent la culture Amazigh », de Hajar Ouahbi. Tracks, ARTE 2024 (il sera diffusé à l'ACB le dimanche 21 avril à partir de 11h00).

Avril 1980, Le Printemps berbère - Tafsut Imazighen



Marche à Alger des militants de la cause amazighe en avril 1980.

10 mars. Au prétexte de risques de « troubles à l'ordre public », le Wali de Tizi-Ouzou interdit la conférence de Mouloud Mammeri sur *Poèmes kabyles anciens*. Accompagné par Salem Chaker, son véhicule est intercepté à Dra Ben Khedda.

11 mars. Entre 200 et 500 manifestants - étudiants et enseignants surtout - défilent dans Tizi-Ouzou en scandant des mots d'ordre en faveur de la reconnaissance de l'identité et de la langue amazighes et des slogans contre le pouvoir dont « *naâya di lbat'el !* » (« nous en avons marre de l'injustice ! ») et « *anez wala neknu !* » « nous briserons mais ne plierons pas ». Le mouvement gagne d'autres localités de la région.

Nuit du 12 au 13 mars. Entre Boudouaou et Tizi-Ouzou, la plupart des pancartes routières et des abris d'arrêts de bus, sont recouverts d'inscriptions portant : « *Démocratie* », « *Halte au génocide culturel* » et « *Tous opposants* ».

19 mars. Occupation par le personnel de l'hôpital de Tizi-Ouzou.

20 mars. Kamel Belkacem publie dans *El Moudjahid* un article intitulé « *Les donneurs de leçons* » dans lequel il s'attaque violemment à Mouloud Mammeri. La réponse de Mammeri ne sera pas publiée par le journal.

26 mars. Près d'un millier d'étudiants manifestent à Tizi-Ouzou. La police n'intervient pas.

30 mars. A Paris, le comité de défense des droits culturels en Algérie (CDDA) appelle à un rassemblement silencieux devant l'ambassade d'Algérie.

7 avril. Manifestation à Alger. Entre 500 et 600 personnes se regroupent Place du 1^{er} Mai. Sous des banderoles affichant « *Démocratie et Tamazight* », « *culture populaire* », « *liberté d'expression* », « *le berbère n'est-il pas une langue algérienne ?* », « *démocratie culturelle* ». La manifestation est brutalement réprimée, 117 personnes sont arrêtées (Hend Sadi). La réponse de Mouloud Mammeri à Kamel Belkacem sera ronéotypée et distribuée par les étudiants, en Algérie et en France.

7 avril. A Paris, une marche de soutien au mouvement de protestation est organisée.

8 avril. Suite aux arrestations survenues la veille, l'université de Tizi-Ouzou est occupée et un Comité contre la répression est formé. En Kabylie, plusieurs milliers de paysans de Aïn El Hammam et Larbâa Nat Yiraten marchent sur Tizi-Ouzou.

9 avril. Le mouvement s'étend et des comités de vigilance et de soutien se créent dans de nombreux villages de Kabylie.

10 avril. Après un mois de mobilisation, le Wali Sidi Said organise une contre-manifestation de soutien à la « *direction révolutionnaire* » et contre la « *réaction interne* ».

11 avril. Publication de la réponse de Mouloud Mammeri à Kamel Belkacem sous le titre "*Le malaise kabyle*" par le journal *Le Matin de Paris*.

16 avril. Décidée pour réagir à la provocation de la manifestation du 10 avril, une grève générale paralyse toute la région.

17 avril. Le Président Chadli déclare nous « *avons frappé le colonialisme à la tête, il continue de remuer la queue* ».

20 avril. En pleine nuit, l'opération Mizrana est déclenchée. Brutale, la répression se solde par des centaines de blessés et des milliers d'arrestations (2000 selon Hend Sadi). La Kabylie est coupée du monde. Les prisons, les geôles des commissariats, de la sécurité militaire, de la gendarmerie débordent. 24 personnes arrêtées seront accusées d'atteintes à la sûreté de l'État. Ils seront déférés devant la cour de Sûreté de l'État. Il s'agit d'Arezki Abboute, Ahmed Aggoun, Idir Ahmed-Zaïd, Arezki Aït Larbi, Rachid Aït Ouakli, Ali Cheikh Mohand Ourabah, Mustapha Bacha, Achour Belghezli, Kamal Benaoume, Maamar Berdous, Salah Boukrif, Ali Brahimi, Mokrane Chemime, Rachid Halet, Saïd Khelil, Gérard Idris Lamari, Mouloud Lounaouci, Mohand Naït Abdella, M'hamed Rachedi, Mouloud Sadi, Saïd Sadi, Mohand Stiet, Aziz Tari et Djamal Zenati.

24 avril. Après trois jours de grève générale, les affrontements baissent en intensité.

25 avril. A Paris, à 17 h, l'ambassadeur d'Algérie est reçu au quai d'Orsay. 50 minutes plus tard, le préfet de police interdit la marche de soutien aux victimes de la répression prévue pour le lendemain, au prétexte de « *risque de troubles de l'ordre public* ».

26 avril. Malgré l'interdiction, le Comité de défense des droits culturels en Algérie maintient son appel. 400 personnes (sur 500 manifestants) sont interpellées, fouillées, photographiées et fichées. L'Amicale des Algériens avait dépêché quelques 200 provocateurs pour l'occasion.

3 juin. La pétition du Comité international de soutien aux victimes de la répression en Algérie recueille 140 signatures de personnalités universitaires et artistiques.

25 juin. Journée de soutien aux détenus à Tizi-Ouzou. A 20 heures, la mise en liberté provisoire des 24 détenus de Berrouaghia est annoncée pour le lendemain.

Août. Séminaire de Yakouren.

grèves, de drague, de jeux de cache-cache avec les forces de l'ordre... nous avons fini, la mort dans l'âme, par quitter notre forteresse le 20 avril 1980, après le déjeuner quand même, suite au massacre de la veille, par la police du régime, des étudiants de l'université de Tizi Ouzou. Après cela, les vacances d'été ont annoncé la fin de la Révolution. C'est ainsi que j'ai vécu le mouvement de 1980. Aujourd'hui, avec le recul, je regarde ce mouvement avec beaucoup de réserve, car même s'il a ouvert une brèche dans le mur de la forteresse de la junte militaire algérienne, il a, par ricochets, transformé l'éveil culturel en lutte politique. A partir de là, tout a changé : le militant politique a supplanté l'artiste, et le discours politique a envahi tous les espaces culturels, voire tous ceux de la vie kabyle. Nous avons réussi à faire ce que nous avons toujours contesté : mettre la culture au service de la politique. Avions-nous le choix de faire autrement ? Était-il possible de faire autrement ? Je laisse le soin aux lecteurs de répondre.

Quant au soulèvement de 2001, avec ses cortèges de morts et de blessés, c'était une véritable tragédie.

Il y a les mots d'un autre poète, ceux de Salah Oudahar qui, lorsqu'il évoque ses souvenirs d'Avril 80, ne pose pas ou pas seulement un regard politique mais aussi poétique. Chez lui le Printemps berbère d'avril 1980 est aussi évoqué à travers des mots inhabituels dans les grandes messes commémoratives : « rosée », « rire », « regard de l'autre », « tendresse », « amours », « brise nuptiale », « désir » « corps », « bouche ivre » ou « poésie ». Serait-ce une façon de suggérer qu'il ne peut y avoir de révolution qu'heureuse et si ce n'est amoureuse, à tout le moins sensible, à hauteur d'homme et de femme ? Que la révolution doit aussi être individuelle et réinventer nos dictionnaires ? Revenir vers ce qu'il nomme l'« Alphabet des commencements » ?

AK. Bien entendu, un mouvement politique doit bénéficier de plusieurs grilles de lecture : poétique, romanesque, musicale, philosophique, sociologique, historique, dramatique, humoristique, cinématographique, picturale... Pour le moment, le mouvement de 1980 repose, comme la guerre d'Algérie, essentiellement sur les expositions des articles de

l'époque, des galas artistiques et des témoignages de quelques acteurs, si ce n'est toujours les mêmes, qui reviennent chaque printemps, la fleur au fusil, pour nous raconter leurs légendaires faits d'armes. Nous ne pouvons, pour le moment, aller au-delà de cette forme de représentation. Nous n'avons pas encore les compétences intellectuelles et artistiques requises nous permettant d'exploiter sous différents supports et différentes formes les événements politiques. Ils se consomment au premier degré. Ce qui rend difficile leur compréhension, leur transmission et leur exportation. Je profite de l'occasion pour remercier notre ami Salah Oudahar d'avoir remis un peu d'odeur des fleurs au milieu de celle de lacrymogène. Cela permet une grille de lecture humaniste et universelle du mouvement. Après tout, dans ce genre d'événements, il n'y a pas que les idées qui fleurissent, les sentiments aussi.

Comment réinventer les célébrations du Printemps berbère et du Printemps noir ? Faut-il laisser plus de place à l'expression culturelle ? Faut-il élargir le propos, universaliser ces luttes

citoyennes à d'autres luttes menées par d'autres peuples, dans d'autres pays ? Faire par exemple d'avril 80 une aspiration universelle, l'aspiration à vivre libre et heureux, simplement ? D'ailleurs, inscrire Avril 80 dans l'universalité des luttes, n'est-ce pas aussi tenter de réaliser ce qu'Idir a fait sur le plan culturel et artistique : inclure la chanson kabyle dans un universel en partage ?



AK. Nous sommes dans l'économie de marché et il est temps de rendre la date du 20 avril financièrement rentable. Il faut savoir créer des richesses. Moi, je propose de fêter cette date, dès l'année prochaine, sous couvert de la fête païenne « l'accueil du printemps ». J'invite à l'occasion, à un mois de la date du 20 avril, les Kabyles, hommes et femmes, à converger en pèlerins, avec tambours et guitares, vers le barrage *Taqsebt*, pour accueillir le printemps, remercier Anzar de l'avoir rempli d'eau (n'oublions pas que l'eau est une richesse qui se monnaie à prix d'or), puiser de l'eau et aller la verser sur le lieu où l'on a assassiné Lounès Matoub : un pèlerinage à l'image des Indiens qui vont se baigner annuellement dans le Gange. Cela permettra aux commerçants de vendre, aux poètes de déclamer, aux chanteurs de chanter, aux jeunes filles et aux jeunes hommes de danser, puis aux étrangers de venir dormir chez nous. L'évènement aura lieu chaque mois d'avril. Il deviendra dans quelques années une énorme source

d'argent pour la région. Il sera même difficile au pouvoir de l'interdire et de le réprimer, comme il a l'habitude de le faire avec les marches politiques, qui deviennent de plus en plus coûteuses et compromettantes. Quant à la diaspora, elle pourra organiser, de son côté, chaque 20 avril, des cortèges dans les grandes métropoles européennes et nord-américaines avec les différents costumes d'Afrique du Nord, différents styles de musiques

et différentes danses. Cortèges dans lesquels, elle (la diaspora) conviera tout le monde à fêter, avec elle, le retour du printemps. C'est peut-être un moyen de rendre cet évènement populaire et visible. Mais il faut d'abord le dépolitiser. Nous devons apprendre à faire, comme le pouvoir et les Islamistes, de la politique sans le dire. Pour les Algériens, « les généraux gouvernent le pays, les Islamistes s'occupent de la religion, et les Kabyles font de la politique ». Et « la politique », à leurs yeux, « ce n'est pas bien : ça divise et ça crée des problèmes. »

Un danger ne hante-t-il pas les différents anniversaires et commémorations ? Celui de la folklorisation et d'une tendance à « consommer » de la célébration et des fêtes au détriment du sens et du fondement ? Cette attitude, si elle est observable, pourrait reposer sur ce que Mohammed Arkoun appelait la « perception émotive de ce qui touche

au Berbère et de cette utilisation exclusivement idéologique, polémique (...) » ? Le danger est-il réel ? Ou bien assiste-t-on depuis très peu de temps à une sorte de « renaissance » culturelle berbère, en France en particulier ?

AK. Tu sais, pour les gens, le 20 avril, la mort de Matoub, Yennayer... sont des fêtes « islamiques » comme toutes les autres, à savoir la naissance du prophète et la fête du mouton. Elles n'ont rien de particulier. Des traditions tout au plus. Avant, les gens allaient dans les lieux saints pour faire la fête, maintenant ils investissent les temples de la culture : associations et salles de spectacles. La folklorisation est donc déjà là. Pourquoi chercher le sens et le fondement de chaque évènement ? La tradition s'occupe de tout : les chanteurs chantent et dansent (ce qui n'est pas mal en soi) ; les associations organisent des expositions, des conférences et des témoignages ; les politiques font leurs déclarations annuelles ; le pouvoir nous concocte, comme d'habitude, un concours télévisé de récitation de coran et les Islamistes diront que le 20 avril est *hallal*... et la Révolution continue, comme dirait l'autre. Le 21 avril, chacun rejoint sa vie quotidienne, en attendant la prochaine célébration. J'aurais vraiment aimé te dire autre chose, mais la situation est hélas très différente de la fin du siècle dernier. Le régime est toujours là, plus militaire que jamais ; l'islamisme nous guette ; la langue française, muraille de Chine de la Kabylie, est tombée ; la langue arabe avance ; les langues berbères reculent, les jeunes fuient... j'ai l'impression que nous ne réalisons pas la quantité d'eau coulée sous les ponts depuis les évènements de 1980 et de 2001. On dirait que nous refusons même de croire que le monde a changé, que nous avons vieilli, que nos idées ont vieilli, que nos rêves ont vieilli... Nous ressemblons de plus en plus à ce mauvais joueur de poker, qui, plus il perd, plus il joue. Je crois que nous sommes arrivés à la lisière, en face du monstre de la forêt, nous n'avons le choix que de l'affronter pour sauver la petite fille et son grand-père, ou le fuir en les lui abandonnant. La réalité est celle-ci. Loin de la mythologie et du dogme berbéristes. Si

j'ai à illustrer la situation politique de l'être berbère ou kabyle, je vous inviterai à réécouter la chanson d'Idir *Amnafeq/Le hors la loi*, qui du fond de sa cellule confie ces quelques vers à un pigeon :

*“Dis à ma mère :
C'est mon frère qui m'a vendu
Qui de nous deux désormais
Vas-tu pleurer ?”*

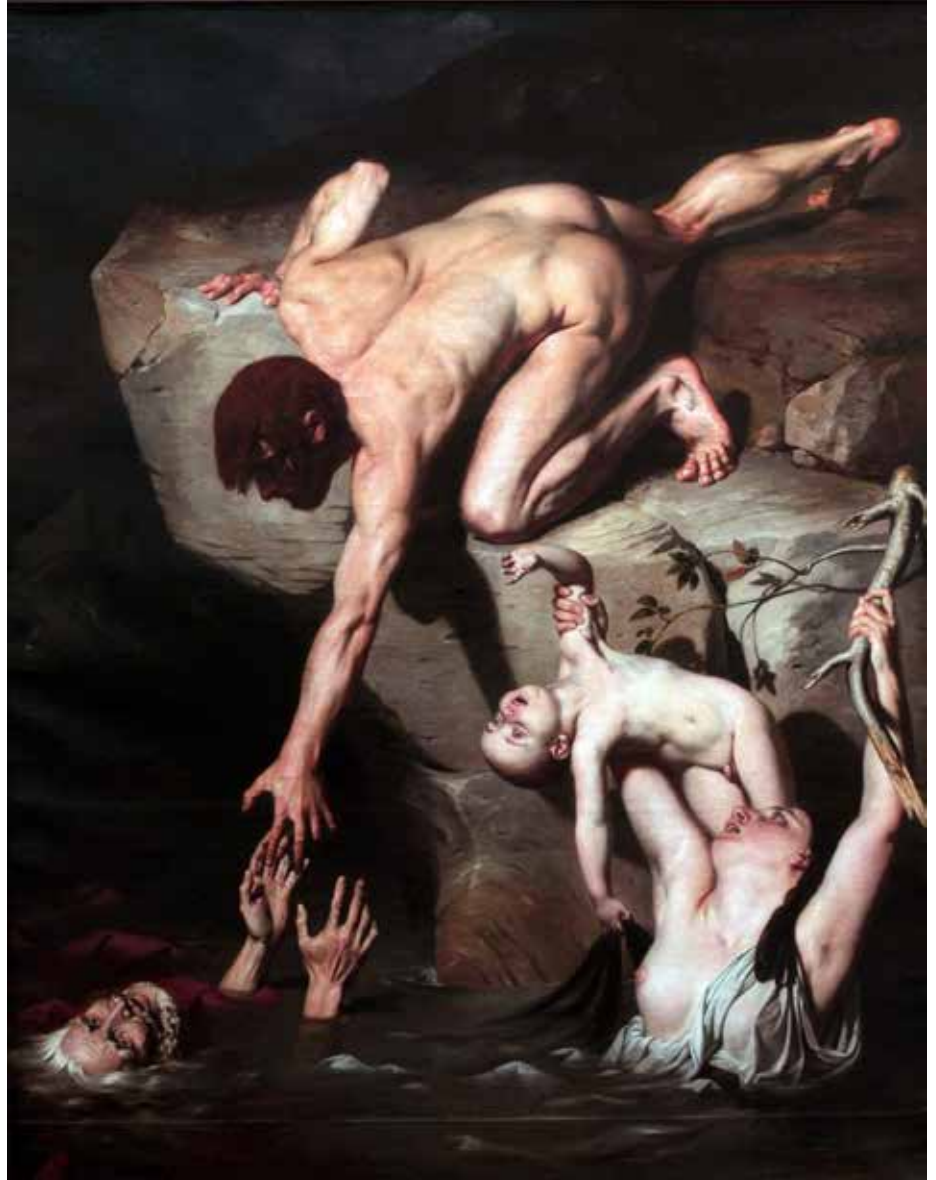
Qui de ses enfants, la mère⁴ va pleurer, le traître ou le prisonnier ? Toute la tragédie du Berbère ou du Kabyle habite dans ces quelques vers. Comme tous les dominés : il n'a d'autre choix que d'être héros ou traître, Jugurtha ou Bocchus. Aucune nuance, aucune marge, aucune autre vie possible : ces options sont l'apanage des hommes et des peuples libres. C'est probablement ce choix qui pousse le Berbère ou le Kabyle à devenir Arabe, autrement dit passer de la position du dominé à celle du dominant, afin d'échapper à cette éternelle tragédie.

Qu'est-ce que l'on fait aussi des valeurs, des représentations du monde portées par ce qu'il appelait l'âme du peuple kabyle ? L'héritage est-il toujours vivant ? Peut-il encore aider à trouver des réponses à la marche du monde, voir offrir un contre ou un autre modèle ?

AK. La Kabylie avait vécu pendant des siècles sous le règne des empires, romain, byzantin, arabe, turc et français. Les pouvoirs et les centres de décision de ces empires étaient si loin que les Kabyles disposaient d'une certaine liberté, relative certes, mais suffisante pour pratiquer leur langue, leurs croyances et leur système politique, basé sur les confédérations. Les Kabyles, sous ces différents empires, - même si parfois ils prenaient les armes pour combattre l'occupant -, avaient quand même la possibilité de vivre leur kabyllité, tout en subissant bien sûr des influences culturelles de ceux-ci. En revanche, depuis le départ de la France, la Kabylie, comme toute l'Afrique du Nord, devenue Maghreb, est passée sous la bannière de la *Oumma*, autrement dit de l'Empire arabo-islamique. Camus avait prévu cela dans *Chroniques algériennes 1939-1958*, page 203 : « Il faut considérer la revendication de l'indépendance

nationale algérienne en partie comme une des manifestations de ce nouvel empire arabe, dont l'Égypte, présumant de ses forces, prétend prendre la tête, et que pour le moment, la Russie utilise à des fins de stratégie anti-occidentale. » Nos ancêtres, qui

dans l'espace-temps arabo-islamique, a modifié, grâce notamment à l'école et aux médias, l'ensemble de ses valeurs, qu'elle puisait, depuis des siècles, de son système syncrétique. Nous ne pouvons comprendre aujourd'hui les valeurs et la vision du



Dans le tableau de Joseph-Désiré Court, Scène du Déluge (1827) le choix que doit faire l'homme est entre un vieil étranger d'une part, sa femme et son enfant de l'autre ; entre le passé, l'héritage, les croyances ou l'avenir, la vie, l'amour... Qu'est ce qui est sacré pour celui qui porte sur le visage le stigmate de l'ignorance ? L'obsession identitaire ou l'appel de la vie ?

ont pris les armes pour combattre la France, étaient-ils conscients de tous ces enjeux géopolitiques, en sachant, toujours selon Camus, que la plupart « des insurgés étaient jeunes et apolitiques » ?

Le passage de l'Afrique du Nord, après la décolonisation, sous la bannière de la *Oumma*, autrement dit

monde d'un Kabyle, par exemple, si nous occultons ses dimensions païenne, animiste, juive et chrétienne. L'Arabo-islamisme a tout détruit. Durant la guerre d'Algérie, avec l'aide des orientalistes, l'Arabo-islamiste a privé le Berbère, sa chair à canon, de tous ses droits, même de son statut de colonisé, qu'il s'est arrogé à lui seul,



lui, l'ancien colonisateur. La guerre a fait de lui le propriétaire légitime des lieux. L'Arabo-islamiste, venu d'Orient, a chassé enfin de « sa terre » le Méditerranéen du Nord (l'Espagnol, l'Italien, le Français et le Grec), le juif, le chrétien, et aujourd'hui, il donne la chasse aux Berbères qui lui résistent.

Il est peut-être temps que le monde contraigne les États nord-africains à ouvrir leurs portes à tous ceux et celles qui se considèrent appartenant à cette terre. Ces derniers doivent jouir des mêmes droits dont bénéficient les Musulmans en Occident. C'est le seul moyen d'établir, entre le sud et le nord, une paix durable et des relations saines et équitables. C'est à mes yeux un combat qui mérite d'être mené et son aboutissement nous offrira, enfin, un autre modèle, basé sur la démocratie, les libertés collectives et individuelles, l'égalité des droits des citoyens devant la loi et les droits de l'homme. C'est dans l'intérêt de tous, des Occidentaux et des Nord-africains. La tolérance doit être des deux côtés de la Méditerranée ou... pas.

Idir, signifie « Vis ! » à l'impératif. Comme un impératif catégorique, un devoir qui s'impose à tous et à cha-

cun, celui de faire vivre langue et culture berbères. Mais une fois que l'on a souligné cela, reste à savoir ce que l'on en fait. « Être berbère c'est une chose, mais qu'est-ce qu'on peut faire avec ce berbère (...). Peut-on [le] partager avec d'autres » ? demandait notamment Idir⁵ ?

AK. Vous voyez, nous allons toujours loin quand nous évoquons un grand esprit, comme Idir, qui signifie en français : « Vis ! » à l'impératif. Un impératif kantien, qu'il rappelle, à travers son nom d'artiste, à chacun de nous, car la vie est au-dessus de tout. En effet, le nom qu'il avait choisi de porter sur scène est une véritable œuvre d'art, muni d'espoir et de volonté de puissance. Mais vivre comment ? En tant que Berbère ? « Que peut-on faire avec ce Berbère ? », « Peut-on le partager avec d'autres ? », s'interrogeait-il de son vivant. Moi, je crois qu'avant de nous poser la question « de ce que nous pouvons faire avec ce Berbère », nous devons d'abord le définir et le vivre avant de le partager. Le plus sage, à mon humble avis, est de nous libérer de cette obsession identitaire, et de lutter, enfin, pour devenir libres. La liberté est la seule identité que chacun(e) de nous doit arborer. N'est-ce pas le dernier message d'Idir à travers *Targit/Le rêve* ? Nous devons nous

souvenir de ce message dans lequel il nous invite à sortir de nous-mêmes ; à transgresser les frontières, non pas des pays, mais de l'esprit, des idéologies et des dogmes religieux. Il nous invite, comme dans un rêve, à penser contre nous-mêmes, à regarder par-delà notre condition et notre culture ; à nous débarrasser de l'histoire ; à dépasser nos savoirs passés qui nous empêchent de comprendre et de vivre au (le) présent ; à nous libérer de tout ce que nous connaissons, comme nous l'a enseigné le sage indien, Krishnamurti.

Propos recueillis
par Mustapha Harzoune

1- Il a publié chez L'Harmattan, *Au loin si j'y suis*, (2022) et *La Réserve kabyle* (2020) ; aux éditions Achab, *Brassens Tuyac d'isefra – Brassens Chants et poésies* (2014) et *Ayyul n'Ğengis*, adaptation en kabyle d'Exercices de style de Raymond Queneau, de *Paroles de Jacques Prévert* et de *Matin brun* de Franck Pavloff (2010) et *La Fuite en avant* chez Paris-Méditerranée (2001).

2- Beben : responsable de l'ACB, Association de Culture Berbère de Paris.

3- Didier Eribon, *Une morale du minoritaire* (Flammarion 2001).

4- Cette tragédie ressemble au mythe d'Althée, un personnage de la mythologie grecque, dont le fils Méléagre a tué ses deux oncles, autrement dit les frères de sa mère.

5- Sébastien Folin. Émission Acoustic du samedi 20 avril 2013 sur TV5MONDE.

Les chantiers des Printemps berbères

Avril 80 et le Printemps berbère, comme Avril 2001 pour le Printemps noir, figurent comme deux dates gravées dans l'histoire contemporaine algérienne. La première parce qu'elle marque une rupture et réinscrit la marche d'un pays dans sa propre histoire. Rupture avec deux décennies d'humiliation, de silence et de peur. Renaissance, par la réappropriation de l'esprit de la contestation de 1949 et du Congrès de la Soummam. La seconde pour ce que la tragédie révèle du mépris des autorités pour le peuple algérien, mais aussi pour cette autre forme de réappropriation que sera l'émergence de capacités d'auto-organisation d'un mouvement citoyen, capable en particulier de contenir les débordements d'une partie de la jeunesse exaspérée par la violence et l'impunité des forces de l'ordre. Au cœur de ces mobilisations si différentes, il y a le souci, porté parfois jusqu'à l'héroïsme, tant les provocations et les exactions furent grandes, d'apparaître dans la pleine lumière d'un jour nouveau et de le faire pacifiquement. Ainsi, une nouvelle génération rompit avec les méthodes des aînés et osa déshabiller le régime de ses derniers oripeaux.

L'histoire de ces mobilisations reste à faire. Telle est la mission des historiens notamment. Mission académique mais aussi mission démocratique, au fondement d'une nation enfin rassemblée et libre. Si malgré les témoignages de nombreux acteurs, cette Histoire reste à écrire, que dire alors des histoires individuelles, de ces journées vécues à hauteur d'hommes et de femmes engagées ou emportées par les vents violents de l'Histoire collective ? Que dire des joies et des peines, des attentes et des espérances, des rencontres et des chemins nouveaux ? Que dire des deuils, des corps meurtris, des familles entières abandonnées à leur malheur, seules face au vide. Des femmes et des hommes jamais sortis sans doute de ce Printemps noir, noir du sang de plus de 130 victimes et de 10 000 blessés. Ces broyés et ces traumatisés de l'Histoire auxquels l'universitaire Ali Guenoun, dans sa grande sensibilité, demeure attentif.

Ces « vies oubliées », ces « voix », ces « corps », pour reprendre (et s'inspirer) des travaux de l'historienne Arlette Farge, attendent leurs chroniqueurs, leurs sociologues, leurs thérapeutes, leurs biographes, mais aussi leurs écrivains et leurs poètes (lire Salah Oudahar). Printemps berbère et Printemps noir demeurent un vaste chantier, riche d'études à venir, de découvertes et de renouveau escompté. Riche d'une universelle aspiration, celle de la liberté et de la dignité.

La détermination des « vies oubliées »

Ils étaient lycéens, collégiens, étudiants, travailleurs à porter jusqu'aux coins les



Libération des 24 détenus d'avril 80 de la prison de Berouaghia

plus reculés de la Kabylie le bruit de la grande ville. Ils étaient villageois, femmes et hommes réunis, à se lever d'un bloc et descendre de la montagne pour en découdre, pour dire leur solidarité et leur adhésion. Qui aida à diffuser l'appel à grève générale du 16 avril 1980, la première depuis l'indépendance ? Ce furent des marchands ambulants et, au-delà de Tizi-Ouzou, des femmes de ménage. Les femmes furent de la « bagarre » écrit Saïd Khellil qui se souvient d'« une image » : « celle des lycéens se jetant dans la bataille. On avait tenu une réunion avec eux, chez eux. Et là, on a été revigoré par leur détermination et leur courage. Et puis il y avait cette déferlante : la population. C'est une image grandiose. Le sentiment de liberté est contagieux, c'est une des leçons de ces journées ». Ce sont encore des anonymes, citoyennes et citoyens de l'ombre qui s'organisent pour sustenter, ravitailler, régaler même les militants et les animateurs de la contestation, réunis au QG de coordination installé dans l'hôpital de Tizi-Ouzou. « Sans vraiment nous surprendre, le soutien de la population nous dopait et nous conduisait à des réactions où le sérieux et l'audace n'excluaient pas l'amusement » rappelle Saïd Sadi.

Après des années d'humiliations et de déni d'une identité collective, « l'indignation » écrit Saïd Sadi « était à son comble ». Dans la cocotte-minute de l'exaspération, l'interdiction de la conférence de Mouloud Mammeri fit exploser la soupape qui comprimait l'élan vital de la population, de sa jeunesse en particulier. La dynamique populaire allait contribuer à tout emporter sur son passage. L'histoire, populaire cette fois, de ces journées, reste à écrire.

Les vieilles ficelles totalitaires

La génération d'avril 80 se souviendra de la crise de 1949 au sein du mouvement

national, Tirant le bilan de décennies de silence et de répression, elle affirme que la légitimité culturelle du mouvement est le préalable qui permettra de jouer pleinement son rôle dans le pays. Elle fait de la revendication identitaire berbère non seulement une revendication se justifiant par elle-même mais aussi une exigence de la démocratie. Dès le 11 mars, au lendemain de l'interdiction de la conférence de Mouloud Mammeri, résonnaient dans les rues de Tizi Ouzou des slogans appelant à « barrer de la répression contre la langue tamazight », à « la reconnaissance officielle de la langue tamazight » mais aussi à la « liberté d'expression » et aux revendications des libertés démocratiques. Non contente de récuser les choix identitaires et culturels du pouvoir, elle contestait le régime du parti unique, réfutait sa définition de la nation. Si la question identitaire était au fondement de ces mobilisations, elles furent aussi un élan démocratique. Pourtant, regrette Saïd Khellil, « les autres régions ne suivent pas ».

Il faut dire que le régime algérien utilisa toutes les vieilles ficelles expérimentées dans le mouvement national. Vieilles ficelles des régimes totalitaires utilisées contre les opposants et autres dissidents : en Union soviétique hier, en Chine, en Iran, en Russie et en Algérie encore aujourd'hui. Il y eut les techniques d'infiltration (la fameuse Sécurité militaire), de surveillance, les bassesses des manipulations et des corruptions. Sur le fond, chacun, du petit notable local et autre folliculaire aux ordres, jusqu'à la présidence, en passant par les responsables régionaux et nationaux, n'a eu de cesse d'accabler les contestataires, les accusant de « régionalisme », de « séparatisme », de se dresser contre l'unité nationale, d'être « à la solde de l'étranger », agitant le spectre du « complotisme », de la manipulation extérieure et, spécificité nationale, de brandir l'arme de la collusion avec l'ex-colonisateur. ▶

► Ce que fit Kamel Belkacem dans El Moudjahid le 20 mars 1980 ou le président Chadli dans un discours prononcé le 17 avril, où il avertit, menaçant : nous « *avons frappé le colonialisme à la tête, il continue de remuer la queue* ». Ces vieilles et grosses ficelles muselaient jusqu'à l'esprit de certains contestataires. Hend Sadi qui avait proposé que les manifestants du 11 mars 1980 entonnent le chant « *Kker a mmis umazigh* » se souvient de son « *étonnement* » face aux réactions : « *on ne connaissait pas ce chant. Mieux encore, cet hymne était devenu suspect quand j'ai expliqué qu'il avait été diffusé par Agraw Imazighen à Paris. Aussitôt les spectres de l'ennemi externe, de l'impérialisme, etc. refirent surface* ».

La fin de la peur

L'incroyable nouveauté portée par une génération qui, comme leurs aînés des pays de l'Europe de l'Est, est entrée en dissidence, a été, si ce n'est de faire tomber la peur, à tout le moins de la surmonter. Elle n'était pas à changer de camps,

mais l'incertitude gagna des autorités déconcertées devant cette jeunesse qui contestait à visage découvert, assumant une désobéissance civile publique et résolument pacifique. Elle s'octroyait même un droit d'inventaire de la génération de la guerre d'indépendance. Double sacrilège pour des esprits imbus d'une légitimité – réelle ou usurpée – et imprégnés d'un modèle patriarcal appliqué au champ du politique.

La peur déclinait au point d'anticiper les arrestations et de retourner les procès à venir en acte d'accusation des autorités elles-mêmes. « *Nous savions que nous serions arrêtés* » écrit Saïd Sadi : « *en moins de deux mois, nous avons brisé la peur qui avait tétanisé le peuple algérien dès le lendemain de l'indépendance. Une nouvelle forme de lutte était née et la question amazighe ne serait plus jamais un appendice du combat démocratique mais son acte fondateur. C'est exactement dans cet état d'esprit qu'avec M. Lounaoui, R. Halet, S. Khellil, M. Sitet, I. Reddad et quelques autres nous préparions nos ar-*

restations, car il fallait éviter de laisser le pouvoir utiliser ses médias pour faire avouer « crime contre la révolution » comme ce fut le cas par le passé. »

En avril 80, « *un tabou venait de sauter* » résume Hend Sadi, libérant le champ des possibles, des contestations à venir, déplaçant aussi la lutte sur le terrain juridique au nom même du respect des lois et de certains droits garantis. Avril 80 conduira à la création de la première Ligue des Droits de l'Homme en Algérie.

« *Maintenant, il appartient peut-être à la génération d'aujourd'hui d'inventer son combat*, écrit Saïd Khellil. *Il y a des choses à faire, énormément. Elle peut être critique à l'égard de ce que nous avons fait et dire que là c'est une avancée, là un recul. Le 20 avril ne doit pas donner lieu à des commémorations seulement mimétiques* ». MH

Les citations sont toutes extraites de Tiddukla n° 11 de décembre 1990 et d'Actualités et culture berbères, n°32/33 du Printemps 2000, magazines de l'ACB.

Repères chronologiques

18 avril – 14 juin 2001- Tafsut taberkant / Le Printemps noir

18 avril. A deux jours de la commémoration du Printemps berbère, Massinissa Guermah, un jeune lycéen âgé de 18 ans, est assassiné dans les locaux de la gendarmerie de Beni Douala. Cet événement est l'élément déclencheur de la révolte kabyle. La population riposte et cible tout particulièrement les brigades de gendarmerie, accusées d'« *abus de pouvoir* » et d'atteinte à l'« *honneur des villageois* ».

21 avril. La gendarmerie d'Amizour interpelle trois élèves en route pour le stade municipal.

23 avril. Des milliers de citoyens affluent vers Amizour. De violentes émeutes dénoncent les injustices et les abus d'autorité. Les forces de l'ordre (notamment la gendarmerie nationale) tirent à balles réelles sur les collégiens et les lycéens qui forment le gros des manifestants. Au soir du 28 avril, on dénombre plus d'une quarantaine de morts et des centaines de blessés.

30 avril. Le président Bouteflika installe une commission nationale d'enquête sur les événements de Kabylie, dite Commission Issad, qui ne rendra qu'un rapport préliminaire le 29 juillet, faute de réunir les conditions « *pour nous permettre de poursuivre notre mission plus avant* » déclarera Mohand Issad.

Avril & mai. Le mouvement s'organise autour des comités de villages et de quartiers sous la forme d'une organisation sociale et politique dite des « *arouch* » ou « *âarchs* ».

17 mai. Mise en place, à l'échelle de la wilaya de Tizi-Ouzou, d'une Coordination des âarchs, daïras et communes (CADC) à Illoula Oumalou.

Mai. Les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre sont de plus en plus violents. La répression meurtrière s'accompagne de pillages, de provocations, humiliations, atteintes à la dignité...

4 juin. Première rencontre inter-wilayas qui regroupe les coordinations de toutes les wilayas du centre du pays.

11 juin. Réunis à El Kseur, les représentants de sept wilayas (Tizi Ouzou, Béjaïa, Bouira, Boumerdès, Sétif, Bordj Bou Arreridj et Alger) et des universités d'Alger rédigent la Plateforme d'El Kseur. Composée de quinze revendications, elle constitue la base du mouvement citoyen des Âarchs.

14 juin. Une marche converge vers Alger pour remettre au président Bouteflika le texte de la Plateforme d'El Kseur. Pour le mouvement l'application de la plate-forme d'El Kseur est « *scellée et non négociable* ». La manifestation est brutalement réprimée : 8 victimes et 130 personnes sont portées disparues. Elles seront soit retrouvées mortes, soit hospitalisées, soit placées en garde à vue.

Les affrontements se poursuivent sur plusieurs mois et se soldent par des dizaines de morts, des centaines de blessés, des arrestations suivies de tortures, d'humiliations, d'expéditions punitives et de raids nocturnes perpétrés par les forces de l'ordre.

12 mars 2002. Le président Bouteflika annonce le retrait des gendarmes de Kabylie et accorde le statut de « *langue nationale* » à tamazight (elle deviendra « *langue officielle* » en 2016).

Octobre 2003. Le nouveau chef du gouvernement, Ahmed Ouyahia, rouvre les discussions avec les âarchs. Une grande partie des revendications de la Plateforme d'El Kseur sont accordées.

Le bilan du Printemps noir s'élève selon la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme à 126 morts et plus de 5000 blessés. Aujourd'hui encore, les familles des victimes réclament justice. Revendiqués dès le mois de mai 2001, l'indemnisation et le statut de martyr pour les victimes de la répression et le jugement des gendarmes coupables par des tribunaux civils, restent lettre morte.

